

LES ALGÉRIENS

Petite corruption

Paradis fiscaux, sociétés-écrans, caisses noires, comptes captifs, contrats fictifs, fonds spéciaux, etc., les génies du subterfuge ne manquent pas d'imagination pour renflouer leurs escarcelles sur le dos du Trésor public.

Plus on monte dans la hiérarchie, plus on s'en met plein les poches. La déclaration du patrimoine est loin d'être une réalité alors qu'elle permet de quérir la vérité là où elle se trouve. Les enquêtes sur les scandales qui éclaboussent des institutions, des ministres et des hauts responsables ne ciblent que les lampistes et jamais les commanditaires qui jouissent de l'impunité totale. Le «petit» corrompu voit bien le manège, alors, il se dit, si le gros bonnet vole le bœuf alors moi je volerai l'œuf. Quant à la lutte contre la corruption, elle ressemble à l'Arlésienne, tout le monde en parle mais personne ne la voit. Si la grande corruption se pratique dans la cour des «grands» et les cercles fermés de ceux qui tiennent le haut du pavé, la petite corruption, elle, est l'apanage du petit peuple. Elle porte plusieurs noms et se décline sous toutes les formes. Elle a toujours existé, mais était une exception et causait la honte et le désaveu de celui qui s'y adonnait, mais ces dernières années, elle est devenue la règle. C'est la qualité du débrouillard et du finaud qui sait «naviguer *ala rouhou*» car, de nos jours, il faut être retors, roublard et

savoir nager en eaux troubles pour survivre dans un environnement hostile et impitoyable. Celui qui n'en use pas est considéré comme anormal ou, comme on dit dans le langage populaire, *habès*. On a même réussi le tour de passe-passe de rendre la *tchipa* *halal* par une fetwa des plus hasardeuses, puisque le pays n'applique pas la charia. Les islamistes lui donnent le doux surnom de *ikramiyate*. Et quand on apprend les sommes de ces *ikramiyate*, on se dit qu'apparemment, la générosité n'a pas de limites ! Il est clair que les personnes qui pratiquent la *tchipa* n'oseront jamais la citer nommément, car elle reste, malgré tout, tabou et transgressant la morale. Elle est contraire aux préceptes de la religion musulmane qui maudit les adeptes de cette pratique. Elle se pratique à huis clos ; on préfère lui donner d'autres noms enrobés qui passent mieux et choquent moins. Toute une acrobatie linguistique qui veut finalement dire la même chose. Ainsi, elle peut porter différents termes, on évoque alors *el kamoune*, *el qahwa*, *el kamoussa*, mais on ne l'appellera jamais *rechwa*. Ou alors, on utilise des

expressions du genre *keuh t'fout*, *tih-bihoum*, *djib yamahoum*, *ana ndir aly aly oua anta dir aly alik*. Ces derniers temps, à l'occasion des élections législatives et locales, la concurrence malsaine qui a pris des proportions alarmantes dans le paysage politique a donné lieu à un comportement vénal et indigne. L'opportunisme a pris le dessus sur la compétence et l'ignorance, sur le savoir. Dans cette parodie multipartiste, les voix, y compris au sein d'alliances hybrides et improbables, se monnaient à coups de *chkara* ; un enfant illégitime conçu par les *beggarine* dans la matrice de la gouvernance rentière. Et même les électeurs attendent les miettes du festin : la promesse d'un logement, un local, ou tout simplement un poste de travail. L'expression souvent usitée dans le jargon populaire est «moi je t'aide et toi *efham rouhek*». Une invitation claire à mettre la main dans la poche et s'acquitter d'un dû. Dans le milieu intellectuel, on enveloppe la *tchipa* d'un halo littéraire, on parle alors d'«échange de bons procédés» de «commission». Il y a même deux ministres en place qu'on affuble du sobriquet «ministres 30%» et voilà comment la corruption se déguise, tel Arlequin, elle se farde et se montre sous son meilleur jour. Dans la sphère économique et politique, on ne paie pas toujours en espèces. Un

Par Fatma Haouari

appartement, un lot de terrain, un contrat de vente ou d'achat, un marché publicitaire sans oublier le rabattage des prostituées de luxe dans des orgies nocturnes. Les scandales ne manquent pas et la presse nationale en fait constamment écho. Dans cette situation chaotique, qui a mis et les valeurs et l'économie nationale à genoux, les lois pour leur inapplicabilité en l'absence de contrôle et de répression, la corruption tend à être générale, elle devient presque un déterminant culturel. Curieusement, plus les lois sont rigoureuses comme dans le cas du code des marchés publics, et la bureaucratie pesante, plus la *tchipa* est tenace et aliénante.

Tchipa, un passage obligé

Hacène est chauffeur de taxi. En déposant un client dans une zone de stationnement interdit, il s'est fait épingler par un agent de la circulation qu'il n'avait pas vu : «Il m'a arrêté, relate-t-il, a pris mes papiers et a commencé à me faire tout un speech. Je me suis excusé, et finalement, il m'a fait un large sourire en me demandant de lui acheter une carte de recharge téléphonique pour récupérer mon permis. Je me suis exécuté, j'aurai de toute façon payé d'une façon ou d'une autre.»

LE SOCIOLOGUE

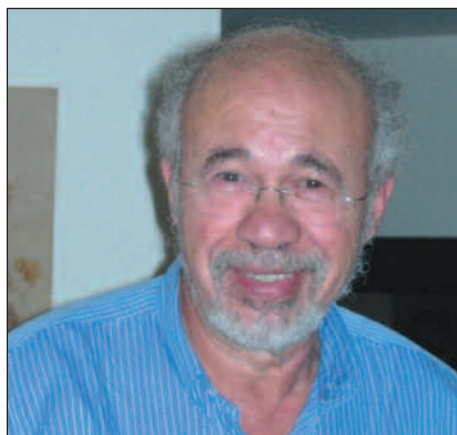
«La *tchipa* est une façon de rééquilibrer

Le Soir d'Algérie : A votre avis, quel est l'origine du terme *tchipa* ?

Djaffar Lesbet : La définition étymologique de corruption est du verbe corrompre, venant du latin *corrumpere* : briser complètement, détériorer physiquement ou moralement. La corruption n'est pas propre au niveau de développement d'un pays. Elle s'est démocratisée. C'est une toile d'araignée qu'on trouve dans les châteaux, les appartements et les bidonvilles.

Les formes de corruption ne cessent de se diversifier, suivant le cas ou le pays, on la désigne par les termes : dessous-table, pot-de-vin, bakchich, concussion, favoritisme, népotisme, détournement, distorsion de la concurrence dans les marchés publics, abus de pouvoir, conflit d'intérêts, kleptocratie, prévarication et la *tchipa* est le nom made in Algeria. Il peut aussi être la traduction de : a chip and a chair, littéralement : un jeton et une chaise. Les jetons pour être admis à la table des joueurs de poker. Cela peut aussi venir du verbe chiper en français, qui veut dire : coler, dérober, détourner. C'est un sport national qui se pratique en duo et se critique en public. Après la disparition du président Boumediène, son successeur inaugure un changement de cap radical. Il démocratise une pratique déjà largement répandue, mais toujours inconnue.

Il est à remarquer que la quasi-totalité des corrupteurs sont dans les pays dominants, producteurs et exportateurs exclusifs des éthiques pour les autres, et les corrompus sont issus de pays dominés, sous producteurs délégués de mauvaise gouvernance. Transparency International a rendu public son Indice de perception de la corruption pour l'année 2012. L'Algérie a obtenu la note de 3,4 sur 10 et figure à la 105^e place sur 176. Il souligne qu'elle n'a fait preuve d'aucun progrès et que cela



Djaffar Lesbet.

exprime l'absence de volonté, politique au plus haut niveau de l'Etat, à lutter contre la corruption. La liste non exhaustive des méfaits de la corruption est reconnue par tous. Elle sape la primauté du droit, diminue le taux de croissance, accroît le coût des affaires et des transactions commerciales, diminue les investissements, élimine des entreprises, baisse la fiabilité et la qualité des produits, menace la santé et l'environnement, favorise la mauvaise répartition des ressources, crée du chômage, déshonore les auteurs, etc.

Comment expliquez-vous la situation délétère dans laquelle se trouve la société algérienne en matière de corruption ?

La question serait pourquoi un fléau unanimement reconnu, officiellement honni, religieusement interdit, constamment combattu par tous est toujours en bonne santé ? Est-ce par ce qu'elle légitime l'arbitraire, favorise les incivilités et surtout encourage l'irresponsabilité ? Est-ce parce que nul ne veut la subir et que la majorité

souhaite pouvoir l'appliquer à son profit au détriment des autres ? Les événements d'Octobre 1988 ont provoqué l'éruption d'un vent de réforme et une remise partielle de l'appareil politique. Il a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs au-devant de la scène politique, en diversifiant les groupes d'intérêts. Les nouveaux intervenants sont des sortes de consuls représentant localement les intérêts des firmes capitalistes. Ils sont missionnés pour favoriser les importations, réduire les capacités de production locale et renforcer l'échange inégal au niveau international en échange d'un profit personnel.

Est-ce que le montage ubuesque de l'éphémère «empire» Khalifa peut être mis sur le compte de la corruption ? Oui, selon les analystes classiques. A mon sens, c'est plus une collusion qui n'a fait que renforcer la nébuleuse des rouages complexes et impénétrables du système algérien.

Une re-lecture néophyte, même crédule, de cette opération montre que l'objet n'était pas l'enrichissement par le biais de la corruption, mais la destruction des capitaux du marché parallèle qui menaçait les fondements du système. Il suffit juste de s'interroger comment un individu, sans grade, sans envergure, sans expérience, sans formation, sans fortune connue et sans attestation communale devient, du jour au lendemain, un Bill Gates des affaires et soit l'objet d'une fascination collective ? Curieusement et brutalement, un homme «d'affaires», surgi de nul part, est complimenté par les gouvernants, adulé par les élites et acclamé par les masses. Les dépôts (ordonnés) des fonds publics, réceptions officielles additionnées aux ménages des stars du showbiz, conjugués aux salaires mirobolants, étaient chargés de cautionner la «fiabilité» et garantir la «moralité» du nouveau monsieur «loterie

Entretien réalisé
par Fatma Haouari

nationale». Tous les parieurs étaient censés gagner sans risque. Tout le monde a perdu, sauf les organisateurs de la tombola. Pour revenir à la *tchipa* et la circonscrire au rôle qu'on veut bien lui attribuer et/ou lui faire jouer. Je dirais que c'est plus une des façons de rééquilibrer ou de réadapter les salaires officiels au coût de la vie. Nul ne conteste le fait, qu'en Algérie, personne ne peut vivre décemment de son seul salaire. Reste à chacun de se concocter une vertu doublée d'une éthique adaptée à ses besoins et conforme à son personnage public. D'ailleurs, ce terme n'est utilisé que par les administrés dans les transactions locales. Il est souvent limité au service rendu. Cela va de la simple délivrance d'un papier à l'attribution d'un terrain, de logement en passant par une sous-évaluation tarifaire des taxes à la simple protection d'un véhicule en stationnement.

C'est une façon élégante de démocratiser et de neutraliser la *tchipa* en l'assimilant à la corruption généralisée. Ainsi tout le monde est supposé coupable, donc nul ne peut être tenu pour responsable de répandre un virus «populaire», bénéfique et (presque) salutaire. C'est une «maladie» qui gangrène la société, mais en même temps permet aux individus d'améliorer leurs conditions (niveau de vie). Ce qui explique sa nécessaire longévité. L'Algérie se distingue par son originalité. La spécificité de son socialisme a fait que la *tchipa* a commencé petite. Elle était innommable, inodore et incolore. Il était jadis mal vu d'exhiber sa richesse, sous peine de devoir la justifier. Seule une petite minorité de bourgeois honnis, à l'époque, pouvait se le permettre.